

Atelier « Logement : social, privé... c'est la crise !

Eric Massin (PS), Julie Fiszman (PS), Thomas Dawance et Nicolas Bernard ont répondu à vos préoccupations:

La nécessité d'une prise en charge des problèmes de logement par les Pouvoirs Publics.

L'augmentation des loyers engendre une importante recrudescence des demandes de logements sociaux et la situation n'est pas prête de s'améliorer.

Les victimes de violences conjugales deviennent prioritaire pour l'accès au logement social mais, malgré ce critère de priorité, beaucoup restent sans logement, c'est un véritable parcours du combattant pour elles.

Les logements sociaux adaptés pour les familles nombreuses sont insuffisants, alors que les demandes ne cessent d'augmenter, il est temps d'agir.

Avant de créer de nouveaux logements, il serait fort intéressant de s'attarder sur une politique de rénovation des lieux déjà existants et pouvant être transformés en logement social. Avec les mêmes moyens financiers, plus de logements pourraient être disponible.

En effet, plusieurs logements dans de nombreuses villes restent vides. Il serait important d'exploiter ce potentiel (30.000 à 35.000 logements en Région Wallonne, aux alentours de 20.000 logements sur Bruxelles) surtout au niveau des bailleurs multipropriétaires n'ayant aucun scrupule à laisser certains de leurs biens vides.

Encourager les propriétaires à réguler leur loyer et développer des outils législatifs qui permettent de sanctionner les propriétaires abuseurs (logements insalubres, loyers trop élevé).

Développer le AIS (agence immobilière Sociale) pour la création de « logements sociaux » privés (augmenter leur nombre, développer une certaine promotion auprès des propriétaires, travailler le contrôle qualitatif des AIS pour une meilleure efficacité, améliorer leur cadre de fonctionnement selon l'expérience menée jusqu'ici (allongement des durées des contrats passés avec les propriétaires pour une meilleure rentabilité financière des logements rénovés par les AIS, travail sur les critères de priorité...).

Création d'une « allocation loyer » pour permettre l'accès à des logements privés ferait avancer la situation.

Les pouvoirs publics et les politiques doivent contribuer à donner les moyens aux « petits revenus » d'accéder à la propriété.

Atelier « Education, enseignement et accueil des enfants »

Laurence Plasman (PS), échevine de l'Education à Couvin, Latifa Gahouchi (PS) échevine de l'Education à Charleroi et Malvina Govaert, travaillant à l'observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse.

Les participants aux débats ont relevé de manières différentes :

Le manque de structure d'accueil de qualités pour la petite enfance par rapport aux besoins énormes de la population, et certains aspects de la problématique qui l'entoure (nécessité de revalorisation la profession des encadrants de ces structures, lutte contre le coût élevé des structures d'accueil privés par une prise en charge des Pouvoirs Publics)

Le manque de structure d'accueil extra scolaire, le coût de l'enseignement et toute la problématique que cela engendre auprès de nombreuses familles, (malgré l'affirmation de sa gratuité !)

Certains aspects de la question du genre au niveau de l'enseignement (représentation des filles dans certaines professions, les rôles très stéréotypés très présents chez les jeunes,...) et la nécessité de développer tout un travail d'éducation dès le plus jeune âge pour lutter contre les clichés « genre ».

La privatisation de l'enseignement et les dangers que cela représentent.

La gestion du problème du port du voile dans l'enseignement et la nécessité de trouver des solutions pour que les jeunes concernés ne s'isolent pas (repli identitaire)